

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

SECRETARIAT GENERAL

CELLULE DES PROJETS ROUTIERS A FINANCEMENT
CONJOINT

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

SECRETARIAT GENERAL

JOINT-FUNDING ROAD PROJECT UNIT

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° _____ /AMI/MINTP/SG/CPR-FC/IP3/SPM/EE2/2023 DU 29 DEC 2023
POUR LA SURVEILLANCE ET LE CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA SECTION DE
ROUTE DU PK25 (TCHAKAMARI) AU PK 112,575 (ZIGAGUE) : (Longueur : 87,575 Km)

1. Le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu un financement de l'Association Internationale de Développement, pour couvrir le coût du Projet pour l'Amélioration de la Connectivité, la Résilience et l'Inclusion le long du corridor routier Mora-Dabanga-Kousséri dans la Région de l'Extrême-Nord « PACRI-MDK » et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat de Consultants pour la surveillance et le contrôle des travaux de réhabilitation de la route PK25+000 (Tchakamari) à PK 112+575 (Zigague) longue de 87,575 Km, subdivisés en deux lots à savoir :
 - Lot 2 : PK 25+000 (Tchakamari au PK 66+000 (Waza), 41 km
 - Lot 3 : PK 66+000 (Waza) au PK 112+575 (Zigague), 46,575 km.
2. Le PACRI dont la portée va au-delà de la mise en œuvre d'infrastructures de transports routier vise principalement (i) l'amélioration de la connectivité et des échanges internes et transfrontaliers avec la réhabilitation des tronçons en très mauvais état dont principalement Mora-Dabanga-Kousséri ; (ii) l'amélioration de la résilience climatique des infrastructures ; (iii) l'amélioration de la résilience et l'inclusion des populations riveraines à travers un meilleur accès aux services de base et aux opportunités socio-économiques.
3. Il est organisé autour de trois (03) Composantes à savoir :
 - Composante 1 : Travaux de réhabilitation et d'entretien des routes ;
 - Composante 2 : Amélioration des infrastructures communautaires dans les zones sélectionnées et les communautés d'accueil des réfugiés de la région de l'Extrême-Nord ;
 - Composante 3 : Renforcement institutionnel du secteur des transports.
4. Les services attendus de chaque consultant (firme) sont la surveillance et le contrôle technique des travaux de la section de route susmentionnée au point 1. Ces travaux sont en un lot unique. Ces services sont repartis en trois (3) missions comme suit :
 - Mission 1. (DET) : Direction de l'Exécution des Marchés des Travaux ;
 - Mission 2. (OPC) : Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier ;
 - Mission 3. (AOR) : Assistance aux Opérations de Réception.
5. Les prestations de contrôle et de surveillance couvrent quatre volets :
 - Le volet Technique impliquant les domaines de génie civil, géotechnique, hydraulique pour assurer la conformité des infrastructures (voies et ouvrages d'assainissement) aux prescriptions techniques particulières du Contrat de l'Entreprise en charge des travaux et aux règles de l'art ;
 - Le volet administratif et juridique ;
 - Le volet financier ;
 - Le contrôle et le Suivi environnemental et Social en rapport avec les recommandations du PGES issue de l'étude d'impact Environnemental, le Marché de l'Entreprise en charge des travaux, du PGES particulier de l'Entrepreneur, des connaissances scientifiques et bonnes pratiques de l'heure et des préoccupations exprimées par les populations pendant l'exécution des travaux, et autres exigences ESHS/ES et VCE à satisfaire par l'Entreprise ;
 - La cartographie des infrastructures en temps réel ainsi que le renseignement des indicateurs pour lesquels la collecte des données ne nécessite pas un personnel supplémentaire.
6. Le temps d'intervention du consultant est de quarante-trois (43) mois, soit trente (30) mois pour les prestations, douze (12) mois de période garantie et un (01) mois pour la rédaction du rapport final de la mission.

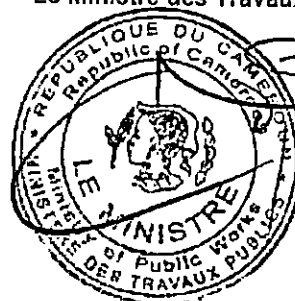
7. Le Ministre des Travaux Publics, invite les firmes de consultants (ci-après désignés les Consultants) à manifester leur intérêt pour la réalisation des présentes prestations. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution desdites prestations (brochures, description de missions semblables, expérience dans des conditions similaires, disponibilité des compétences parmi le personnel, ...).
8. Il est porté à l'attention des consultants que les dispositions des paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 de la Section III du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de septembre 2023 (« Règlement de Passation des Marchés relatifs aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêt ») sont applicables qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : www.worldbank.org.
9. Pour faire acte de candidature, chaque Consultant (firme) devra remplir les critères de qualification ci-dessous :
 - * Expérience générale dans le domaine des études et/ou de surveillance et contrôle des travaux routiers neufs ou de réhabilitation lourde durant les dix (10) dernières années (2013 - 2023) ;
 - * Expérience dans le domaine de surveillance et contrôle des travaux routiers neufs ou de réhabilitation lourde de caractéristiques similaires (linéaire, portée, profil, financement...) durant les dix (10) dernières années (2013 - 2023) ;
 - * Expérience dans le domaine du contrôle et surveillance des travaux routiers neufs ou de réhabilitation lourde en Afrique subsaharienne durant les dix (10) dernières années (2013 - 2023).
 - * Expérience dans le domaine du contrôle et surveillance des travaux routiers neufs ou de réhabilitation lourde au Cameroun durant les dix (10) dernières années (2013 - 2023).
- * **NB : Le Consultant devra obligatoirement fournir dans son offre pour chaque projet, les justificatifs de ses références en termes de contrat déjà réalisés avec succès (1ère page, 2e page, page de signature des contrats, PV de recette technique de la phase finale ou attestation de bonne fin)**
10. De plus, le Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualification et le Coût (SFQC) telle que décrite dans le Règlement sous-décrite, sur la base du nombre total de projets pertinents et d'expérience présentés et justifiés pour les critères sus référencés.
11. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures ouvrables. Les termes de référence de cette mission sont disponibles et peuvent être retirés à la Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint (CPR-FC) ou envoyés par e-mail aux consultants intéressés, à leur demande.
12. Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.
13. Les dossiers de candidature doivent parvenir sous pli fermé ou par courrier à l'adresse ci-après en quatre (04) exemplaires dont un original et trois (03) copies au plus tard trente (30) jours y compris les jours non ouvrables après publication à quinze (15) heures, heure locale. Elles doivent être transmises avec la mention :

« Appel à Manifestation d'Intérêt pour la surveillance et le contrôle technique des travaux de réhabilitation de la section de la PK25 (Tchakamari) AU PK 112,575 (Zigague) (Longueur : 87,575 Km) ».

A l'attention de Monsieur le Ministre des Travaux Publics
Agence d'exécution de Projet : Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint,
Sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, à Yaoundé.
Téléphone : (237) 666 00 39 34 , E-mail : csepr_badbm@yahoo.fr

Yaoundé, le _____

Le Ministre des Travaux Publics



Emmanuel NGANOU D.

29 DEC 2023

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail- Patrie

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

SECRETARIAT GENERAL

CELLULE DES PROJETS ROUTIERS À FINANCEMENT
CONJOINT

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

SECRETARIAT GENERAL

JOINT FINANCING ROAD PROJECTS UNIT

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST N° 103/AMI/MINTP/SG/CPR-FC/IP3/SPM/EE2/2023 OF 29 DEC 2023
FOR THE SUPERVISION AND TECHNICAL CONTROL OF REHABILITATION WORKS ON THE ROAD SECTION
FROM KP 25 (TCHAKAMARI) TO KP 112+575 (ZIGAGUE): (Length: 87.575 Km)

1. The Government of the Republic of Cameroon has obtained financing from the International Development Association to cover the cost of the Project for the Improvement of Connectivity, Resilience and Inclusion along the Mora-Dabanga-Kousséri Road Corridor in the Far North Region "PACRI-MDK" and intends to use part of the funds to pay for a consultancy contract for the supervision and control of rehabilitation works on the 87.575-km-long road from KP 25+000 (Tchakamari) to KP 112+575 (ZIGAGUE), subdivided into two lots, including:
 - Lot 2: KP 25+000 (Tchakamari) to KP 66+000 (Waza), 41 km
 - Lot 3: KP 66+000 (Waza) to KP 112+575 (Zigague), 46.575 km.
2. The PACRI, whose scope goes beyond the implementation of road transport infrastructure, mainly aims to (i) improve connectivity as well as internal and cross-border trade by rehabilitating sections that are in a very poor state, mainly Mora-Dabanga-Kousséri; (ii) improve the resilience of infrastructure to climate change; (iii) improve the resilience and inclusion of local populations through better access to basic services and socio-economic opportunities.
3. It is structured around three (3) components, namely:
 - Component 1: Road rehabilitation and maintenance works;
 - Component 2: Improvement of community infrastructure in selected areas and communities hosting refugees in the Far-North Region;
 - Component 3: Institutional reinforcement of the transport sector.
4. The services expected of each consultant (firm) are the supervision and technical control of works on the section of road referred to in point 1 above. The works shall be carried out in a single lot. These services are divided into three (3) missions as follows:
 - Mission 1. (WEM): Works Contract Execution Management
 - Mission 2. (SMC) Scheduling, Management and Coordination of work site;
 - Mission 3. (AAO): Assistance to Acceptance Operation.
5. Control and supervision services cover four areas:
 - The Technical component involves the fields of civil engineering, geotechnics and hydraulics, to ensure that the infrastructure (urban road systems and drainage structures) complies with the technical specifications of the contract signed with the contractor in charge of works and with good engineering practice;
 - Administrative and legal component;
 - Financial component;
 - Environmental as well as social control and monitoring in line with the Environmental and Social Management Plans (ESMP) recommendations resulting from environmental impact assessments, the contract of the Contractor in charge of works, the Contractor's specific ESMP, current scientific knowledge and current good practices and the concerns expressed by the population during the execution of works, and other ESHS/ES (environmental, social, health and safety) and VCE (Environmental compliance audit) requirements to be met by the Contractor;
 - Infrastructure mapping in real time and the compilation of indicators for which data collection does not require additional staff.
6. The consultant's period of intervention is forty-three (43) months, i.e. thirty (30) months for services, twelve (12) months for guaranteed period and one (01) month for drafting the final mission report.

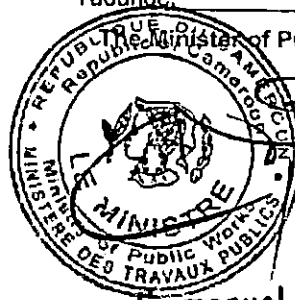
7. The Minister of Public Works hereby invites consulting firms (hereinafter referred to as Consultants) to express their interest in providing these services. Interested Consultants must provide information indicating that they have the required qualifications and relevant experience for the performance of the said services (brochures, description of similar assignments, experience under similar conditions, availability of skills among staff, etc.).
8. Consultants are hereby informed that the provisions of paragraphs 3.14, 3.16 and 3.17 of Section III of the "World Bank Procurement Regulations for IPF Borrowers, September 2023 Edition" ("World Bank Procurement Guidance Conflict of Interest") are applicable and are available on the Bank's website at www.worldbank.org.
9. To apply, each Consultant (firm) must meet the following qualification criteria:
- ✦ General experience in the field of studies and/or supervision and control of new road works or major rehabilitation works over the last ten (10) years (2013 - 2023);
 - ✦ Experience in the field of supervision and control of new road works or heavy rehabilitation works of similar characteristics (length, scope, profile, financing...) over the last ten (10) years (2013 - 2023);
 - ✦ Experience in the field of control and supervision of new road works or heavy rehabilitation in sub-Saharan Africa over the last ten (10) years (2013 - 2023).
 - ✦ Experience in the field of control and supervision of new road works or heavy rehabilitation in Cameroon over the last ten (10) years (2013 - 2023).
- ✦ **Note:** The Consultant **must** provide in its bid for each project, evidence of references in terms of contracts already successfully completed (1st page, 2nd page, page of signature of contracts, technical validation report of the final phase or certificate of proper completion).
10. In addition, the Consultant shall be selected on the basis of Qualification and Cost-Based Selection (QBCS) method as specified in the sub-described Regulations, based on the total number of relevant projects and experience submitted and justified for the above referenced criteria.
11. Interested Consultants may obtain further information at the address below during working hours. The terms of reference for this mission are available and can be obtained from the Joint Financing Road Projects Unit (JF-RPU) or sent by e-mail to interested consultants upon request.
12. Consultants may partner with other firms to strengthen their respective skills under a joint venture or subcontractor agreement.
13. Applications must be received in a sealed envelope or by post at the address below in quadruplicate (4), one (1) original and three (3) copies, no later than **thirty (30) days (including non-working days) after publication, at 3 p.m. local time**. They shall bear the following:

"Call for Expression of Interest for the supervision and technical control of rehabilitation works on the road section from KP 25 (TCHAKAMARI) to PK 112+575 (ZIGAGUE) (Length: 87.575 Km)".

To the Minister of Public Works
Project Execution Body: Joint Financing Road Projects Unit,
Located at the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Yaounde.
Telephone: (237) 666 00 39 34 ; E-mail: csepr_badbm@yahoo.fr

Yaounde,

29 DEC 2023



Emmanuel NGANOU D.